

DERRIÈRE LA CARTE POSTALE

Voyages solidaires : gare aux imitations !

L'idée de faire le bien en même temps que du tourisme attire de plus en plus de monde. Et certaines agences en profitent pour vendre n'importe quoi au nom de la bonne conscience...

Participer à des travaux d'artisanat en Equateur. Construire des latrines au Cambodge. Faire du soutien scolaire à Madagascar... Non, il ne s'agit pas d'une annonce pour recruter un travailleur humanitaire mais du programme de vacances qui attend les clients de Double Sens, spécialiste du tourisme solidaire. Leur motivation? Se rendre utiles aux populations des pays qu'ils visitent, «partager, échanger, apporter», résume Antoine Richard, cofondateur de Double Sens. Responsable des ressources humaines à Rennes, Sandrine en est à sa deuxième expérience avec ce tour-opérateur. Après l'Equateur en 2012, elle a passé deux semaines en décembre 2013 au Bénin, à organiser des activités extra-scolaires pour des enfants handicapés physiques et mentaux. «Ces séjours ne sont pas reposants mais très denses en émotion. On donne et on reçoit beaucoup en retour», explique la trentenaire prête à repartir.

Sandrine n'est pas à seule à vouloir donner du sens à ses vacances, et le tourisme solidaire ne constitue que l'une des branches de la vaste famille du «voyage responsable» qui ne cesse de s'élargir : il y a le tourisme communautaire, où les autochtones prennent en charge le visiteur ; le tourisme durable, qui préserve les ressources environnementales, culturelles et sociales ; l'équitable, qui s'inspire des principes du commerce ainsi nommé ; l'humanitaire, qui contribue à un projet sanitaire ou social d'une ONG... Toutes catégories confondues, quelque 250 000 clients partent chaque année avec l'une des dix agences dotée du label ATR (Agir pour un tourisme responsable). Une étiquette qui cherche à trier le bon grain de l'ivraie : «De plus en plus de monde se réclame de ces voyages solidaires et nous avons décidé de nous faire certifier par l'Afnor afin de crédibiliser notre démarche», explique Yves Godeau, président honoraire d'ATR.



La démarche n'est pas inutile. Car ce secteur est devenu une auberge espagnole où des prestataires en tous genres profitent de l'étiquette flatteuse pour vendre n'importe quoi. La moindre aumône, le moindre achat sont alors proclamés humanitaires. En Indonésie, par exemple, Bali By Quad propose «une activité garantie tourisme solidaire», avec l'achat de matériel scolaire et, en option, la possibilité de travailler – brièvement – dans les rizières avec les villageois. L'entreprise précise qu'elle achète ●●●

●●● son riz «exclusivement aux fermiers locaux» pour nourrir ses clients, vivement encouragés à ramener chez eux un sachet «d'authentique riz de Piling». C'est sympa... Mais sur le site Internet, on ne voit guère que des pilotes de quad australiens, nord-américains ou européens exhibant pieds boueux et visages hilares, sans que l'on sache ce que retirent les Balinais de ces expéditions bruyantes et polluantes. Et quand l'un des participants raconte son expérience qui «fait battre le cœur à toute vitesse», il n'évoque pas une rencontre avec les habitants mais les sensations fortes que lui procurent les virées motorisées.

La clarification s'impose d'autant que les dérives ne se limitent pas au fait de prétendre solidaires des prestations qui profitent surtout à ceux qui les vendent. Ainsi, en Asie et en Afrique, les Occidentaux désireux de faire une bonne action souscrivent des stages dans des orphe-

linats dont le nombre ne cesse de croître. Le souci est que beaucoup de ces orphelins n'en sont pas vraiment. Ils viennent de familles pauvres qui les confient à ces institutions où ils deviennent des attractions touristiques, enchaînant les séances photo, afin de susciter la générosité des visiteurs et des stagiaires bénévoles qui versent une participation en sus de leur travail... Ce business des faux orphelins a d'ailleurs été dénoncé par l'ONG britannique Tourism Concern. En novembre dernier, la chaîne anglaise Channel 4 a réalisé au Népal un reportage saisissant dénonçant ces tromperies grossières et des cas de maltraitance. Le phénomène a pris une telle ampleur que le gouvernement cambodgien a lancé en 2011 une campagne intitulée «Children are not Tourist Attractions». L'enfer peut être pavé de bonnes intentions... ■

FRÉDÉRIC BRILLET

ÉTRANGES ÉTRANGERS

Chez les Espagnols, les animaux ne sont pas à la fête

Les rituels cruels perdurent mais reculent peu à peu sous la pression des amis des bêtes.

En cette fin janvier, comme depuis les temps immémoriaux, sous les vivats du village, une chèvre lancée du haut du clocher de l'église atterrit sur une bâche tenue de main ferme par des jeunes gens déguisés en personnages médiévaux ; l'animal est projeté en l'air à plusieurs reprises, pour la plus grande joie des habitants de Manganeses de la Polvorosa, en Castille-et-León. Depuis 2002, il ne s'agit plus d'une chèvre en chair et en os (elle était censée porter chance à celui qui l'attrapait) mais d'une mascotte en fourrure noire et blanche.

Face au scandale public, d'autres fêtes locales ont édulcoré leurs traditions. A Cazalilla, en Andalousie,

la dinde lancée depuis le campanile de l'église est toujours bien vivante, mais les organisateurs se sont arrangés pour qu'elle ne soit plus tuée par la foule. A Guarrete, en Castille-et-León, il est désormais interdit d'égorger les coqs dont la mort permettait d'effacer symboliquement des dettes familiales. A Sagunto, près de Valence, les canards que se disputent des baigneurs ne sont plus jetés violemment à la mer depuis un bateau et gardent la vie sauve. Dans toute l'Espagne, les mouvements de protection des animaux tentent de forcer les maires des bourgades concernées à ne plus faire souffrir les bêtes.

Mais les résistances sont légion, les autorités locales se protégeant derrière le

paravent des «traditions ancestrales». Comme on pouvait s'y attendre dans ce pays de taumachie, les fêtes les plus inexpugnables sont celles où le «toro» (taureau de combat) est le souffre-douleur. Même les Catalans, qui ont prohibé la corrida en 2010, n'ont pas osé s'attaquer aux fêtes de «correbous» du delta de l'Ebre, au cours desquelles les cornes de l'animal sont enflammées, lui provoquant brûlures à la tête et aux yeux. Dans une bonne centaine de villages autour de Valence, le «toro» reçoit des jets de matières inflammables. Ailleurs, il est traîné à terre, devient la cible de lanceurs de fléchettes ou, à Tordesillas, près de Valladolid, est poursuivi à mort par des centaines de gens

armés de lances. «L'Espagne est le seul pays où la mort est le spectacle national», écrivait déjà, en 1933, Federico García Lorca à propos de ces fêtes populaires et de la taumachie qui le passionnait.

Mais ces derniers temps, les mauvais traitements envers les animaux n'ont pas bonne presse. D'ailleurs, le roi Juan Carlos en a fait les frais après une partie de chasse clandestine à l'éléphant au Botswana, en avril 2012, qui sonna le glas de sa popularité. Six ans plus tôt, les autorités avaient étouffé un scandale venu de Russie : lors d'une partie de «chasse» truquée, le monarque avait tué un ours apprivoisé et préalable-ment saoulé à la vodka. ■

FRANÇOIS MUSSEAU (à Madrid)